

Cellule Carrière/Mines/Après-mine/Eolien
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté Préfectoral complémentaire N° 2025-020-DREAL du 05 MARS 2025

Imposant à la société CARRISUD de se conformer aux prescriptions complémentaires, pour ses installations exploitées sur le territoire de la commune de La Rouvière et situées aux lieux dits « "Puech de la Cabanne", "Garenne Vallonguette" et "Combilion" »

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L 181-14, R 181-45, R 516-1 et suivants ;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2024-10-18-00009 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 17-091N du 17 juillet 2017 autorisant la société Carrisud à exploiter une carrière de roches massive calcaire, une installation de traitement des matériaux extraits ainsi qu'une station de transit des produits minéraux et de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune de La Rouvière aux lieux-dits « Puech de la Cabanne », « Garenne de Vallonguette » et « Combilion » ;
- Vu** la visite d'inspection réalisée sur le site de la carrière le 17 décembre 2024 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 janvier 2025 ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 prévoit qu'afin de limiter l'impact de l'exploitation sur la qualité des eaux souterraines, les mesures de protection relatives au suivi piézométrique de la qualité des eaux souterraines au niveau de deux piézomètres (1 amont et 1 aval) proposées dans l'étude hydrogéologique BERGASUD du 2016 sont mises en œuvre.

Considérant que lors de la visite d'inspection du 17 décembre 2024, l'exploitant a fourni les rapports d'analyses de suivi de qualité des eaux souterraines réalisées au droit des piézomètres en amont et en aval du site pour les années 2021 à 2024 ;

Considérant que les rapports d'analyses de suivi de qualité des eaux souterraines révèlent des écarts notables sur les paramètres Escherichia Coli, turbidité, manganèse et ammonium ;

Considérant dès lors que les écarts de concentration constatés sur ces paramètres sont susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines ;

Considérant que l'article L.181-14 du code de l'environnement prévoit que « *L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 [...] à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées* » ;

Considérant que l'article R.181-45 du code de l'environnement prévoit que les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet ;

L'exploitant entendu

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 : MESURES COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AU SUIVI PIÉZOMÉTRIQUE DE LA QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES

La société Carrisud dont le siège social est situé à Puech de la Cabane sur le territoire de la commune de La Rouvière est tenue de réaliser, sous un délai de six mois les mesures suivantes :

- identifier les causes à l'origine des écarts relevés par les rapports d'analyses de suivi de qualité des eaux souterraines notamment sur les paramètres Escherichia Coli, turbidité, manganèse et ammonium ;
- prouver l'efficacité des moyens mis en place notamment ceux préconisés par l'étude hydrogéologique de 2016 ;
- proposer des solutions pour revenir à des valeurs acceptables sur les paramètres susmentionnés.

Article 2 : SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES

Afin de limiter l'impact de l'exploitation sur la qualité des eaux souterraines, l'exploitant est tenu de réaliser chaque année une surveillance de la qualité des eaux souterraines au niveau des deux piézomètres en amont et en aval du site.

Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai de trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance.

Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée.

Il informe sous un délai de trois mois le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.

Article 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS- PUBLICITÉ - NOTIFICATION ET EXÉCUTION

Article 3.1 Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr;

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3.2 Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 3.3 Notification et exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,
le Maire de la commune de La Rouvière, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du
présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à la société Carrisud.

Le Préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général



Yann GÉRARD